



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 5 juin 2013 — N° 61

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Duplessis sur le sujet suivant : *1^{re} édition des Rendez-vous de Sept-Îles.*
- La députée de Hull sur le sujet suivant : *45^e anniversaire du Club optimiste de Hull.*
- Le député de Sainte-Marie–Saint-Jacques sur le sujet suivant : *20^e anniversaire de Sentier urbain.*
- Le député de Vimont sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Florence Toupin.*
- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Hommage à Johanne Lessard.*
- La députée d'Hochelega-Maisonneuve sur le sujet suivant : *15^e anniversaire de la Fondation des parlementaires.*
- Le député de Marguerite-Bourgeoys sur le sujet suivant : *L'école Cavalier-De LaSalle.*
- Le député d'Argenteuil sur le sujet suivant : *La rivière des Outaouais à vélo.*
- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *28^e édition du Festival de la truite mouchetée de Saint-Alexis-des-Monts.*
- Le député de Bonaventure sur le sujet suivant : *Hommage aux sapeurs-pompiers et personnels de la SOPFEU.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

- DÉPÔTS**
- a) **documents**
 - b) **rapports de commissions**
 - c) **pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 1) Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux qui, les 29 et 30 janvier ainsi que le 20 février 2013, a procédé à l'étude des rapports annuels de gestion des agences de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent, de la Mauricie et du Centre-du-Québec, de Chaudière-Appalaches, de l'Estrie et de l'Outaouais pour les années 2007-2008 à 2011-2012, et de la Capitale-Nationale pour les années 2009-2010 à 2011-2012. Le rapport contient cinq recommandations.

Rapport déposé le **29 mai 2013**

Sous réserve des dispositions du 2^e alinéa de l'article 94 (R.A.N.), la prise en considération de ce rapport doit être effectuée au plus tard le **13 juin 2013**.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 20
Loi sur l'enregistrement des armes à feu
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **19 février 2013**
- 3) Projet de loi n° 27
Loi sur l'économie sociale
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le 19 mars 2013
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 29 mai 2013
Reprise du débat ajourné au nom du député de Beauce-Nord le **4 juin 2013**
- 4) Projet de loi n° 28
Loi instituant le nouveau Code de procédure civile
Présenté par le ministre de la Justice le **30 avril 2013**

- 5) Projet de loi n° 31
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le secteur financier
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **9 mai 2013**
- 6) Projet de loi n° 33
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne le 20 mars 2013
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de l'Acadie le **30 mai 2013**
- 7) Projet de loi n° 34
Loi donnant suite au discours sur le budget du 20 novembre 2012 et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **15 mai 2013**
- 8) Projet de loi n° 36 *
Loi sur la Banque de développement économique du Québec
Présenté par la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec le 24 avril 2013
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **28 mai 2013**
-
- * **Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 9) Projet de loi n° 37
Loi interdisant certaines activités destinées à rechercher ou à exploiter du gaz naturel dans le schiste
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs le **15 mai 2013**
- 10) Projet de loi n° 39
Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite
Présenté par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **8 mai 2013**
- 11) Projet de loi n° 41
Loi modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation des emplois
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 mai 2013**

- 12)** Projet de loi n° 43
Loi sur les mines
Présenté par la ministre des Ressources naturelles le **29 mai 2013**
- 13)** Projet de loi n° 44
Loi proclamant le Mois de l'histoire des Autochtones
Présenté par la ministre déléguée aux Affaires autochtones le **4 juin 2013**

Étude détaillée en commission

- 14)** Projet de loi n° 3
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévoir des élections à date fixe
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne le 7 novembre 2012
Principe adopté le **21 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 15)** Projet de loi n° 14
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre responsable de la Charte de la langue française le 5 décembre 2012
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 23 avril 2013
Principe adopté le **30 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 16)** Projet de loi n° 23
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique concernant certains services éducatifs aux élèves âgés de moins de cinq ans
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 14 mars 2013
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 7 mai 2013
Principe adopté le **7 mai 2013**
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 17)** Projet de loi n° 25
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 20 novembre 2012
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le 21 février 2013
Principe adopté le **26 mars 2013**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 18)** Projet de loi n° 30
Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière de recherche
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 28 mars 2013
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 7 mai 2013
Principe adopté le **30 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 19)** Projet de loi n° 35
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil, de successions et de publicité des droits
Présenté par le ministre de la Justice le 17 avril 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 28 mai 2013
Principe adopté le **28 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 20)** Projet de loi n° 38
Loi concernant la gouvernance des infrastructures publiques, constituant la Société québécoise des infrastructures et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 1^{er} mai 2013
Principe adopté le **14 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 21) Projet de loi n° 42**
Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James et apportant certaines modifications législatives concernant le Gouvernement de la nation crie
Présenté par le ministre délégué aux Régions le 14 mai 2013
Principe adopté le **29 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **4 juin 2013**
- 22) Projet de loi n° 45**
Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie
Présenté par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie le 15 mai 2013
Principe adopté le **4 juin 2013**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Prise en considération de rapports de commissions

- 23) Projet de loi n° 17**
Loi modifiant le Code des professions en matière de justice disciplinaire
Présenté par le ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles le 13 février 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 19 mars 2013
Principe adopté le 19 mars 2013
Rapport de la Commission des institutions déposé le **4 juin 2013**

Adoption

- 24) Projet de loi n° 24**
Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et d'autres dispositions législatives (*titre modifié*)
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 14 mars 2013
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 24 avril 2013
Principe adopté le 24 avril 2013
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation adopté le **30 mai 2013**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 25) Projet de loi n° 190
Loi modifiant la Loi électorale afin de réduire les dépenses des partis politiques et la contribution maximale d'un électeur
Présenté par le député de Chauveau le **1^{er} novembre 2012**
- 26) Projet de loi n° 191
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Mercier le **14 novembre 2012**
- 27) Projet de loi n° 192
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Lévis le **15 novembre 2012**
- 28) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Granby le **13 février 2013**
- 29) Projet de loi n° 194
Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **15 novembre 2012**
- 30) Projet de loi n° 195
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Gouin le **28 novembre 2012**
- 31) Projet de loi n° 197
Loi sur la création d'emploi et de richesse par le développement durable de l'activité minière
Présenté par le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata le **27 novembre 2012**
- 32) Projet de loi n° 198
Loi mettant fin à la préséance des droits miniers sur les autres usages du territoire et modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
Présenté par le député de Mercier le **20 mars 2013**

- 33)** Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **21 février 2013**
- 34)** Projet de loi n° 390
Loi sur la révision des avantages financiers octroyés aux membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Chauveau le **12 mars 2013**
- 35)** Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Granby le **8 mai 2013**
- 36)** Projet de loi n° 392
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs
Présenté par le député de Lévis le **30 avril 2013**
- 37)** Projet de loi n° 393
Loi modifiant la Loi électorale afin de prolonger le délai pour récupérer une contribution contrevenant à cette loi
Présenté par le député de Mercier le **2 mai 2013**
- 38)** Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec et d'autres dispositions législatives afin de faciliter l'intégration des immigrants au marché du travail
Présenté par la députée de Jeanne-Mance–Viger le **21 mai 2013**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 39) Projet de loi n° 202
Loi concernant la Ville de Terrebonne
Présenté par le député de Terrebonne le **16 avril 2013**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 40) Projet de loi n° 203
Loi concernant la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska
Présenté par le député de Granby le **8 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 41) Projet de loi n° 204
Loi concernant divers règlements de la Ville de Brossard et de la Ville de Longueuil visant l'arrondissement de Brossard
Présenté par la députée de La Pinière le **15 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 42) Projet de loi n° 205
Loi concernant la Ville de Châteauguay
Présenté par le député de Châteauguay le **15 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 43) Projet de loi n° 206
Loi concernant la Municipalité régionale de comté des Basques
Présenté par le député de Rivière-du-Loup-Témiscouata le **14 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 44) Projet de loi n° 208
Loi concernant la possibilité, pour les fondateurs municipaux, de se rendre caution de la Société d'économie mixte d'énergie renouvelable de la région de Rivière-du-Loup inc.
Présenté par le député de Rivière-du-Loup-Témiscouata le **14 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

45) Projet de loi n° 209

Loi concernant la possibilité, pour les fondateurs municipaux, de se rendre caution de la Société d'Économie Mixte de l'Est de la Couronne Sud (SÉMECS) inc.

Présenté par la députée d'Iberville le **14 mai 2013**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 18

Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives

Adopté le **29 mai 2013**

Projet de loi n° 29

Loi modifiant la Loi sur Héma-Québec et sur le Comité d'hémovigilance

Adopté le **28 mai 2013**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat conféré par une loi

- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion et ses engagements financiers 2011-2012.
- Audition portant sur les contrats de services professionnels liés au traitement de l'information.
- Audition portant sur la qualité de l'air dans les écoles primaires.
- Audition portant sur les services d'hébergement.
- Audition portant sur le déficit d'entretien des infrastructures publiques.
- Audition portant sur le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique.
- Audition portant sur la gestion du Tribunal administratif du Québec.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Corporation d'urgences-santé.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère des Finances.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 42**, Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James et apportant certaines modifications législatives concernant le Gouvernement de la nation crie (mandat confié le 29 mai 2013).

- **Projet de loi n° 202**, Loi concernant la Ville de Terrebonne (mandat confié le 16 avril 2013).
- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska (mandat confié le 8 mai 2013).
- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant divers règlements de la Ville de Brossard et de la Ville de Longueuil visant l'arrondissement de Brossard (mandat confié le 15 mai 2013).
- **Projet de loi n° 205**, Loi concernant la Ville de Châteauguay (mandat confié le 15 mai 2013).
- **Projet de loi n° 206**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté des Basques (mandat confié le 14 mai 2013).
- **Projet de loi n° 208**, Loi concernant la possibilité, pour les fondateurs municipaux, de se rendre caution de la Société d'économie mixte d'énergie renouvelable de la région de Rivière-du-Loup inc. (mandat confié le 14 mai 2013).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la possibilité, pour les fondateurs municipaux, de se rendre caution de la Société d'Économie Mixte de l'Est de la Couronne Sud (SÉMECS) inc. (mandat confié le 14 mai 2013).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Document de consultation sur la réglementation du prix de vente au public des livres neufs imprimés et numériques (mandat confié le 4 juin 2013).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 14**, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 30 mai 2013).
- **Projet de loi n° 23**, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique concernant certains services éducatifs aux élèves âgés de moins de cinq ans (mandat confié le 7 mai 2013).

- **Projet de loi n° 45**, Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (mandat confié le 4 juin 2013).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat confié par une loi

- Audition de la présidente-directrice générale du Conseil de gestion de l'assurance parentale concernant sa gestion du Fonds et sa gestion administrative et examen du rapport sur la mise en œuvre de la *Loi sur l'assurance parentale*.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Rapport *Innover pour pérenniser le système de retraite (Rapport D'Amours)* (mandat confié le 25 avril 2013).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 25**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 20 novembre 2012 (mandat confié le 26 mars 2013).
- **Projet de loi n° 38**, Loi concernant la gouvernance des infrastructures publiques, constituant la Société québécoise des infrastructures et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 14 mai 2013).

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi modifiant la Loi électorale afin de prévoir des élections à date fixe (mandat confié le 21 mai 2013).
- **Projet de loi n° 35**, Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil, de successions et de publicité des droits (mandat confié le 28 mai 2013).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports d'activités 2007-2008 à 2011-2012 du Commissaire au lobbyisme.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Commissaire au lobbyisme.

Mandat d'initiative

- Étude du rapport « Propositions de modifications à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* » du Commissaire au lobbyisme.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Curateur public.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Projet de règles abrogeant la disposition qui prohibe la vente, le service et la consommation de boissons alcooliques à l'intérieur des aires de jeux (mandat confié le 8 mai 2013).

- La gestion du Centre hospitalier de l'Université de Montréal par l'actuel directeur général (mandat confié le 23 mai 2013).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 30**, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière de recherche (mandat confié le 30 mai 2013).

Mandat confié par une loi

- Étude du rapport sur la mise en œuvre de la *Loi sur le tabac*.
- Étude des rapports annuels 2011-2012 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Côte-Nord, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Montérégie, Laval, Montréal, Laurentides, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Abitibi-Témiscamingue (déféré le 15 novembre 2012).
- Étude du rapport annuel 2011-2012 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (déféré le 14 février 2013).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

- Faire la lumière sur les événements survenus le 24 octobre dernier concernant les interventions du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs auprès de l'organisme public et indépendant qu'est le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (mandat confié le 22 novembre 2012).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

- 5) **Mme St-Pierre (Acadie) – 13 mars 2013**
Au ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur :

Nous demandons au ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur de nous fournir les renseignements suivants par rapport à la mission de la première ministre et du ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Gouvernance souverainiste à Londres et en Écosse au mois de janvier 2013 :

1. La liste des personnes accompagnant la première ministre et le ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission imputées au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, au Conseil exécutif, au ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur et, le cas échéant, à la Délégation du Québec à Londres;
3. L'agenda de la mission;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi que copie de leurs cartes d'affaires;
5. L'itinéraire complet;
6. Les échanges de correspondances entre le premier ministre Salmond et la première ministre du Québec, de même que les échanges de courriels entre leurs cabinets respectifs depuis le 4 septembre 2012.

- 11) **Mme David (Gouin) – 24 avril 2013**
À la ministre responsable de la Charte de la langue française :

Considérant la réceptivité dont ont fait preuve tous les parlementaires présents lors du passage de la Fondation des sourds du Québec à la Commission de la culture et de l'éducation dans le cadre des auditions sur le projet de loi n° 14, par quels moyens la ministre responsable de la Charte de la langue française envisage-t-elle d'inclure la langue des signes québécoise (LSQ) à l'intérieur d'une charte renouvelée de la langue française?

12) M. Dubé (Lévis) – **7 mai 2013**

Au ministre des Finances et de l'Économie :

Depuis le 19 avril 2013, le chiffre de 920 millions \$ au total en compressions budgétaires a été évoqué par plusieurs sources médiatiques suite à des entrevues données par la première ministre. Or, il n'a été explicitement question d'un total de 920 millions \$ ni dans les documents budgétaires de novembre dernier, ni dans ceux de la mise à jour économique de mars dernier.

Je demande au ministre des Finances :

- de m'indiquer la base de référence de ce montant;
- de me transmettre le total des compressions budgétaires effectuées par le gouvernement du Parti québécois depuis son arrivée en poste, de même que le total des compressions prévues pour l'exercice financier 2013-2014;
- de déposer la liste détaillée des compressions budgétaires effectuées par le gouvernement depuis sa formation, incluant la ventilation de chaque coupure pour chaque ministère et organisme public;
- de déposer la liste détaillée des compressions budgétaires prévues par le gouvernement pour l'exercice financier 2013-2014, incluant la ventilation de chaque coupure pour chaque ministère et organisme public.

13) M. Khadir (Mercier) – **29 mai 2013**

À la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

La survie des six centres d'éducation populaire de Montréal est menacée. La Commission scolaire de Montréal (CSDM) a annoncé qu'elle mettrait fin aux subventions annuelles de 100 000 \$ qui étaient octroyées à chacun des six centres et qu'elle ne renouvelerait pas leur bail qui prend fin en mai 2015.

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport a démontré une volonté d'intervenir en faveur de ces six centres qui sont : les Ateliers d'éducation populaire du Plateau, le Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles, le Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri, le Centre éducatif communautaire René-Goupil, le Comité social Centre-Sud et le Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve.

Est-ce que la ministre pourrait nous indiquer les moyens spécifiques qu'elle compte mettre en œuvre pour sauver les Centres d'éducation populaire, nous fournir l'échéancier qu'elle entend respecter dans la mise en œuvre de ces moyens et nous informer des ressources financières qu'elle est prête à déployer pour sauvegarder la ressource inestimable que représentent les CEP?

14) Mme Vallières (Richmond) – **30 mai 2013**

À la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

Avec son projet de Règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale fera disparaître l'allocation de 129\$ pour la contrainte à l'emploi des prestataires de 55 à 57 ans. Elle souhaiterait toutefois compenser cette coupure par le versement d'une prestation de 196\$ par mois, le temps que dure une mesure d'emploi.

Or, considérant que les coupures à venir auront des impacts importants chez des personnes déjà vulnérables, nous demandons à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale les éléments suivants :

1. La ministre peut-elle confirmer que cette compensation à laquelle elle réfère, soit une prestation versée pendant la mesure d'emploi, existe déjà et depuis combien de temps elle existe ?
2. À combien s'élève cette prestation actuellement pour les bénéficiaires ?
3. À combien s'élevait cette prestation pour les années précédentes, par année ?
4. Combien de personnes ont reçu cette prestation depuis l'introduction de cette mesure compensatoire, et pouvez-vous fournir une ventilation détaillée par chaque année ?
5. Quels sont les coûts totaux estimés par la ministre pour le versement de cette prestation pour les années 2012-2013 et 2013-2014 ?

Pour avoir accès à cette prestation le temps que dure une mesure d'emploi, les personnes doivent d'abord entreprendre des démarches d'employabilité avec des organismes d'intégration à l'emploi. Nous demandons également à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale les éléments suivants :

1. Combien de personnes sont actuellement sur les listes d'attente des organismes d'employabilité ?
2. Est-ce que la ministre a évalué quel sera l'impact de son projet de Règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles sur les organismes d'employabilité ?

3. A-t-elle estimé, pour les personnes qui se verront couper l'allocation de 129\$ pour la contrainte à l'emploi des prestataires de 55 à 57 ans, le temps d'attente nécessaire pour que ces personnes aient accès à une mesure d'emploi, afin de pouvoir toucher la prestation de 196\$?
4. Combien de ressources supplémentaires, autant humaines que financières, seront octroyées aux organismes d'employabilité ?
5. Est-ce que la ministre entend exiger des organismes d'employabilité qu'ils donnent la priorité aux personnes qui verront leur allocation de 129\$ pour la contrainte à l'emploi des prestataires de 55 à 57 ans abolie ?

15) **Mme David (Gouin) – 5 juin 2013**

Au ministre de la Santé et des Services sociaux :

L'Association professionnelle des sages-femmes est en négociation avec le ministère de la Santé et des Services sociaux depuis juin 2011. Ses demandes visent à faire reconnaître leur travail au même titre que le travail de tous les professionnels de la santé.

Contrairement à tous les professionnels de la santé devant assurer une garde et qui reçoivent une heure de salaire pour huit heures de garde, les sages-femmes à temps complet, qui sont de garde 24 heures sur 24, 10 jours sur 14, reçoivent une prime d'uniquement 1 \$ de l'heure.

Contrairement à tous les professionnels du réseau de la santé, les sages-femmes, lorsqu'elles travaillent le soir, la nuit et les fins de semaine, n'obtiennent aucune prime d'horaires défavorables.

Les sages-femmes sont appelées à se déplacer à toute heure du jour et de la nuit pour se rendre à des accouchements, qui peuvent avoir lieu à la maison de naissance, à l'hôpital ou à domicile. Elles effectuent des visites d'urgence à domicile, ainsi que des visites à domicile pré et postnatales. Pourtant leur entente ne contient aucune modalité adaptée à leur travail pour le remboursement de frais de déplacement.

L'échelle salariale des sages-femmes compte actuellement 15 échelons et il faut 12 ans avant d'atteindre le maximum de l'échelle. Les sages-femmes demandent de modifier les modalités de progression dans les échelons afin de pouvoir atteindre le maximum de l'échelle salariale en 10 ans (ce qui est plus long encore que tous les professionnels auxquels elles ont été comparées lors de l'exercice d'équité salariale).

Les sages-femmes s'inscrivent dans les orientations ministérielles (Politique de périnatalité 2008-2018, Rapport du Commissaire à la santé et au bien-être, Rapport de l'INESSS) et les demandes d'accessibilité à leurs services ne cessent d'augmenter. Il est plus que temps qu'elles soient considérées à leur juste valeur et traitées équitablement.

Quand le ministre de la Santé et des Services sociaux prévoit-il accorder aux sages-femmes un rattrapage indispensable de leurs conditions de pratique, principalement les aspects monétaires, afin de diminuer l'immense fossé qui existe entre celles-ci et les conditions des groupes de professionnels comparables?

16) Mme David (Gouin) – **5 juin 2013**

À la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

Le 28 mai dernier, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale annonçait des modifications réglementaires à l'aide aux personnes et aux familles et dévoilait son *Engagement de services pour l'emploi et pour « n'échapper personne »*.

Selon le document du ministère, ces modifications actualisent la notion de contraintes temporaires en fonction du contexte du marché du travail et ont pour conséquence, entre autres, de :

- hausser de 55 à 58 ans l'âge permettant d'être admissible à l'allocation mensuelle de 129 \$ pour contraintes temporaires à l'emploi;
- revoir l'admissibilité à l'allocation mensuelle de 129 \$ pour contraintes temporaires accordée aux familles composées de deux adultes en raison de la garde d'un enfant d'âge préscolaire.

Si on en croit l'*Engagement de services*, à partir du 1^{er} juillet 2013, toutes les personnes concernées par ces modifications devraient être rencontrées afin de leur proposer un plan personnalisé d'intervention pour favoriser leur intégration en emploi. Des mesures pour atteindre cet objectif leur seront proposées.

Pour les jeunes familles, et ce, jusqu'au 30 septembre 2013, « les prestataires pourront conserver leur allocation de 129 \$ tant qu'elles et ils n'auront pas pris part à un processus d'employabilité. Dès le début d'une participation à une mesure d'aide à l'emploi, l'allocation pour contraintes temporaires de 129 \$ pourra être remplacée par une allocation d'aide à l'emploi pouvant aller jusqu'à 195 \$ par mois », pouvons-nous lire dans la brochure *Briser le cycle de la pauvreté par une approche globale et cohérente*.

Est-ce qu'un des membres d'une famille composée de deux adultes ayant la garde d'un enfant d'âge préscolaire pourra conserver son allocation mensuelle de 129 \$ pour contrainte temporaire après le 30 septembre 2013 s'il n'a pas encore été rencontré? Pourra-t-il recevoir l'allocation prévue à la mesure d'aide à l'emploi dès son acceptation d'y participer si cette mesure n'est pas disponible immédiatement?

Considérant qu'il est dit que « [...] l'allocation pour contraintes temporaires de 129 \$ pourra être remplacée [...] », est-ce que le versement de l'allocation d'aide à l'emploi sera facultatif pour un des membres d'une famille composée de deux adultes ayant la garde d'un enfant d'âge préscolaire, qui accepte de participer à une mesure d'aide à l'emploi? Si oui, qu'est-ce qui détermine si un prestataire recevra cette allocation d'aide à l'emploi? Finalement, qu'est-ce qui détermine que cette allocation d'aide à l'emploi puisse varier de 130 \$ à 195 \$?

Contrairement aux jeunes familles, la modification réglementaire concernant les prestataires de 53 et 54 ans s'applique dès le 1^{er} juillet 2013. Pourront-ils recevoir l'allocation prévue à la mesure d'aide à l'emploi dès leur acceptation d'y participer si cette mesure n'est pas disponible immédiatement? Finalement, qu'est-ce qui détermine que cette allocation d'aide à l'emploi puisse varier de 130 \$ à 195 \$?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

a) 27 novembre 2012

Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux afin d'améliorer la gestion des listes d'accès aux services médicaux spécialisés et surspécialisés – *député de Jean-Talon*.

Projets de loi d'intérêt privé

Interpellations

b) 30 octobre 2012

Interpellation du député d'Outremont au ministre des Finances et de l'Économie sur le sujet suivant : *Les impacts des décisions du gouvernement péquiste sur les finances publiques du Québec.*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool – *député de Huntingdon.*